

Que faire en Syrie ? Les mise en garde de Ron Paul



Article rédigé par *Henri Hude*, le 29 juin 2012

Je fais partie depuis dix ans du mouvement Oasis, dont [la newsletter](#) est intéressante, et cela m'a conduit à fréquenter de nombreuses personnalités du monde arabo-musulman, notamment [Mgr Jean-Clément Jeanbart](#), archevêque catholique d'Alep. A ce titre, je me suis intéressé à la question syrienne.

Il appartiendra toujours à un philosophe de pratiquer, à bon escient, le doute méthodique (dit cartésien), de prendre avec prudence ce que disent les médias et de faciliter le débat contradictoire. C'est pourquoi j'ai jugé opportun de traduire en français et de publier ici un récent discours sur la Syrie, émanant d'un important parlementaire américain, [Ron Paul](#).

Ron Paul est élu du Texas à la Chambre basse. Il a concouru lors des primaires en vue de l'élection présidentielle américaine, pour l'investiture du parti républicain. C'est un "libertarien" à l'américaine, dont je suis loin de partager toutes les opinions, mais dont j'admire la complète liberté d'esprit par rapport à toutes les puissances, y compris le complexe militaro-industriel, les néoconservateurs etc., qui font la pluie et le beau temps dans la politique américaine. Si Ron Paul n'était pas parfaitement intègre, loyal à l'Amérique et à sa constitution, rationnel dans son approche des problèmes, il aurait eu du mal à survivre.

Le texte original en anglais et la vidéo de l'intervention se trouvent sur [le site de Ron Paul](#). Le titre, sur Internet, est « Warmongers, leave Syria alone! », dont la traduction pourrait être « Vous, les Va-t-en guerre, laissez la Syrie tranquille! ».

Henri Hude

Voici donc ce texte.

Cela fait plusieurs mois que nous vivons au milieu de plans, de rumeurs et de propagande de guerre pour attaquer la Syrie et déposer Assad. Cependant, la semaine dernière, il a été rapporté que le Pentagone avait terminé sa programmation militaire à cette fin.

Mon opinion est que tous ce qui est présenté à l'appui de cette attaque, et pour la justifier, n'est que du vent. Ce n'est pas plus crédible que le prétexte donné en 2003 pour l'invasion de l'Irak ou pour l'attaque de 2011 sur la Libye. Or, ces guerres ont été un gaspillage complet. Nous devrions donc nous arrêter un instant et réfléchir avant d'entreprendre encore un violent effort d'occupation et de changement de régime à l'encontre de la Syrie.

Nous n'avons aucun souci de sécurité nationale requérant une escalade aussi insensée de la violence au Proche-Orient. Aucun doute ne devrait pouvoir exister quant au fait que nos intérêts de sécurité sont bien mieux servis, si nous nous tenons complètement en dehors de ce conflit interne qui fait rage en Syrie en ce moment. Nous sommes déjà trop impliqués dans le soutien aux forces qui, à l'intérieur de la Syrie, désirent anxieusement le renversement du présent gouvernement. Il est probable que le conflit armé actuel (ayant maintenant le caractère d'une guerre civile) n'existerait pas, sans les interférences extérieures.

Une autorité illégitime

Indépendamment de savoir si nous attaquons ou non encore un autre pays, le fait de l'occuper et de mettre en place un nouveau régime que nous puissions espérer contrôler, pose une grave question constitutionnelle. D'où le Président [des Etats-Unis d'Amérique] tire-t-il donc une pareille autorité ?

Depuis la Seconde Guerre Mondiale, nous n'avons cessé d'ignorer l'autorité véritablement légitime permettant d'entrer en guerre. Elle a été remplacée par des entités internationales, telles que l'ONU et l'OTAN, ou par le Président lui-même, cependant que le Congrès était complètement ignoré. Il est triste à dire que le peuple n'objecte rien à cela.

Nos derniers Présidents soutiennent explicitement que l'autorité pour entrer en guerre n'est pas le Congrès. Cela a été le cas depuis 1950, lorsque nous fûmes entraînés dans la Guerre de Corée par une résolution des Nations Unies et sans approbation du Congrès. Et une fois encore, nous sommes sur le point de nous engager dans une action militaire, contre la Syrie, et, en même temps, nous réactivons de manière irresponsable la Guerre froide avec la Russie.

Une attitude provocatrice à l'égard de la Russie

Nous jouons au chat et à la souris avec la Russie, ce qui représente une bien plus grande menace que la Syrie pour notre sécurité. Comment pourrions-nous tolérer [, pour prendre une analogie,] une Russie qui exigerait au Mexique une solution humanitaire à une violence qui se produirait sur la frontière américano-mexicaine ? Nous considérerions qu'il y aurait là un légitime souci de sécurité pour nous. Or notre engagement en Syrie, où les Russes possèdent en vertu d'un traité une base navale, est [pour les Russes] l'équivalent de ce que serait pour nous leur présence dans notre arrière-cour, au Mexique.

Nous sommes hypocrites, lorsque nous condamnons les Russes qui protègent leurs intérêts de voisinage, alors que nous n'avons cessé de faire exactement de même, et à des milliers de milles à distance de nos frontières. Il n'y a aucun intérêt pour nous à prendre parti, à apporter une assistance secrète, et à encourager la guerre civile, dans un effort pour changer le régime en Syrie. C'est une provocation, sans raison nécessaire, que d'accuser faussement les Russes de fournir des hélicoptères à Assad. Blâmer faussement le gouvernement d'Assad pour un prétendu massacre perpétré en réalité par une faction rebelle violente, ce n'est rien moins que de la [propagande de guerre](#).

Les gens les mieux informés et les plus instruits reconnaissent maintenant que la guerre planifiée contre la Syrie est seulement un pas de plus à l'encontre du régime iranien. C'est quelque chose que les néoconservateurs admettent ouvertement. Le véritable but des néoconservateurs (eux qui sont en charge de notre politique étrangère depuis deux décennies) est de contrôler le pétrole iranien, comme nous avons fait pour celui de l'Arabie Saoudite, et comme nous tentons de le faire pour celui de l'Irak.

La guerre est inévitable

Sans un changement significatif et rapide dans notre politique étrangère, la guerre est inévitable. Les désaccords entre nos deux principaux partis sont minimes. Tous deux sont d'accord pour annuler le blocage de tout crédit de guerre. Aucun des deux ne veut abandonner notre présence croissante et agressive au Moyen-Orient et en Asie du Sud.

Cette construction d'une crise peut aisément échapper à notre contrôle et déboucher sur une guerre bien plus importante, qui serait autre chose qu'une occupation supplémentaire et un de ces changements de régime qui sont devenus pour le peuple américain une acceptable routine, à laquelle ils ne prêtent plus attention.

Il est temps que les États-Unis essayent une politique faite d'abord de diplomatie, et qui recherche la paix, le commerce et l'amitié. Nous devons abandonner cet effort militaire pour promouvoir et assurer l'Empire américain. D'ailleurs, nous sommes en banqueroute et nous n'avons pas les moyens [de cette politique].

Le piège de Ben Laden

Le pire de tout, c'est que nous sommes en train de mettre en œuvre la politique de Ben Laden, dont le but a toujours été, au dehors, de nous embourber au Proche-Orient et, au-dedans, de nous mener par ce moyen à la faillite.

Il est temps de rappeler nos troupes et d'établir une politique étrangère non-interventionniste, qui est la seule route menant à la paix et à la prospérité.

Cette semaine, j'introduis donc une proposition de loi visant à interdire à notre gouvernement, en l'absence d'une déclaration de guerre par le Congrès, d'apporter un soutien, direct ou indirect, à toute action militaire ou paramilitaire en Syrie. J'espère que mes collègues se joindront à moi dans cet effort.

J'ajoute que Ron Paul, joignant le geste à la parole, vient de déposer sa proposition de loi, dont le texte original se trouve en suivant [ce lien](#). On y retrouve la substance du discours ici traduit, ainsi que de nouvelles précisions.

Photo : © wikimedia Commons / David Carlyon